
THE SOCIAL SERVICES ADMINISTRATION ACT
(C.C.S.M. c. S165)

Manitoba Child Benefit Regulation

Regulation 85/2008
Registered April 28, 2008

LOI SUR LES SERVICES SOCIAUX
(c. S165 de la C.P.L.M.)

Règlement sur la prestation manitobaine pour enfants

Règlement 85/2008
Date d'enregistrement : le 28 avril 2008

TABLE OF CONTENTS

Section

1	Definitions
APPLICATIONS AND ELIGIBILITY	
2	Applications
3	Eligibility
BENEFITS	
4	Calculation of base income
5	No benefit if base income exceeds limits
6	Maximum benefit payable
7	Retroactive payments
RECALCULATION AND TERMINATION OF BENEFITS	
8	Notice of changes
9	Recalculation of benefits
10	When entitlement to benefits ends

TABLE DES MATIÈRES

Article

1	Définitions
DEMANDES ET ADMISSIBILITÉ	
2	Demandes
3	Admissibilité
PRESTATIONS	
4	Calcul du revenu de base
5	Revenu de base excédant le plafond
6	Prestation maximale
7	Paiements rétroactifs
NOUVEAU CALCUL ET CESSATION DES PRESTATIONS	
8	Changements
9	Nouveau calcul des prestations
10	Fin de l'admissibilité aux prestations

MISCELLANEOUS PROVISIONS

11	Notice of decision
12	Ongoing obligation to provide information
13	Recovery of payments
14	Transitional
15	Repeal
16	Effective date

DISPOSITIONS DIVERSES

11	Avis
12	Obligation continue
13	Recouvrement des versements
14	Dispositions transitoires
15	Abrogation
16	Date de prise d'effet des prestations

DEFINITIONS

Definitions

1 The following definitions apply in this regulation.

"adjusted income" means adjusted income as defined in section 122.6 of the *Income Tax Act* (Canada). (« revenu modifié »)

"base income" means the income of a person for the base taxation year calculated under section 4. (« revenu de base »)

"base taxation year", in relation to an application for benefits, means

(a) if an application is made in the first six months of a calendar year, the taxation year that ended on December 31 of the second preceding calendar year; or

(b) if an application is made in the last six months of a calendar year, the taxation year that ended on December 31 of the preceding calendar year. (« année de base »)

"benefit" means the Manitoba Child Benefit paid under this regulation. (« prestation »)

"benefit year" means a consecutive 12-month period commencing on July 1 and ending on June 30 of the following year. (« année de prestations »)

DÉFINITIONS

Définitions

1 Les définitions qui suivent s'appliquent au présent règlement.

« **année de base** » S'entend, par rapport à une demande de prestations, de l'année d'imposition suivante :

a) si la demande est présentée dans les six premiers mois d'une année civile, celle qui a pris fin le 31 décembre de la deuxième année civile précédente;

b) si la demande est présentée dans les six derniers mois d'une année civile, celle qui a pris fin le 31 décembre de l'année civile précédente. ("base taxation year")

« **année de prestations** » Période de 12 mois consécutifs commençant le 1^{er} juillet d'une année et se terminant le 30 juin de l'année suivante. ("benefit year")

« **conjoint de fait** » Personne qui vit dans une relation maritale d'une certaine permanence avec une autre personne sans être mariée avec elle. ("common-law partner")

« **membre d'une Première nation** » Membre d'une bande selon le sens que la *Loi sur les Indiens* (Canada) attribue à ce terme. ("member of a First Nation")

"**common-law partner**" of a person means a person who, not being married to the other person, is cohabiting with him or her in a conjugal relationship of some permanence. (« conjoint de fait »)

"**dependant**" means a person under 18 years of age who lives with and is supported by a person applying for or receiving a benefit, but does not include a person who is the subject of a temporary placement under *The Child and Family Services Act* or who is a ward under that Act. (« personne à charge »)

"**First Nation**" means a band as defined in the *Indian Act* (Canada). (« Première nation »)

"**member of a First Nation**" has the same meaning as member of a band as that term is defined in the *Indian Act* (Canada). (« membre d'une Première nation »)

"**reserve**" means a reserve as defined in the *Indian Act* (Canada). (« réserve »)

« **personne à charge** » Personne de moins de 18 ans qui vit avec une personne demandant ou recevant une prestation et qui est à sa charge. La présente définition ne vise toutefois pas les personnes qui font l'objet d'un placement temporaire en vertu de la *Loi sur les services à l'enfant et à la famille* ou qui sont des pupilles sous le régime de cette loi. ("dependant")

« **Première nation** » Bande au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada). ("First Nation")

« **prestation** » La prestation manitobaine pour enfants versée sous le régime du présent règlement. ("benefit")

« **réserve** » Réserve au sens de la *Loi sur les Indiens* (Canada). ("reserve")

« **revenu de base** » Le revenu d'une personne pour l'année de base calculé conformément à l'article 4. ("base income")

« **revenu modifié** » Revenu modifié au sens de l'article 122.6 de la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada). ("adjusted income")

APPLICATIONS AND ELIGIBILITY

DEMANDES ET ADMISSIBILITÉ

Applications

2(1) A person applying for benefits must apply to the department on a form approved by the minister.

Additional information

2(2) An applicant must give the department any additional information or documentation it requests in order to determine the applicant's eligibility for benefits and the amount of benefits payable, including a consent from the applicant and his or her spouse or common-law partner authorizing the release of information held by Canada Revenue Agency to the department.

New application each year

2(3) A person must make a new application for benefits each benefit year.

Demandes

2(1) Les demandes de prestations sont présentées au ministère au moyen de la formule qu'approuve le ministre.

Renseignements supplémentaires

2(2) Le requérant remet au ministère les renseignements ou les documents supplémentaires qu'il demande afin de déterminer son admissibilité aux prestations ainsi que leur montant. Le ministère doit notamment obtenir du requérant et de son conjoint ou conjoint de fait un consentement autorisant l'Agence du revenu du Canada à lui communiquer des renseignements qu'elle détient.

Nouvelle demande

2(3) Chaque année de prestations, la personne présente une nouvelle demande.

Eligibility

3(1) Subject to subsection (2), a person is eligible to receive a benefit if the person

- (a) is a resident of Manitoba;
- (b) has one or more dependants who are under 18 years of age; and
- (c) receives the Canada Child Tax Benefit payable under the *Income Tax Act* (Canada) in respect of those dependants.

Ineligible persons

3(2) A person is not entitled to receive a benefit if the person

- (a) is a member of a First Nation and resides on a reserve;
- (b) receives social assistance from the Government of Canada or a First Nation, other than an allowance or assistance respecting health care services; or
- (c) receives income assistance or general assistance under *The Employment and Income Assistance Act*, other than an allowance or assistance respecting health care services provided under that Act.

BENEFITS

Calculation of base income

4 When a person applies for benefits, the base income for the person is to be calculated using the adjusted income of the person for the base taxation year and, if applicable, adding the adjusted income of the person's spouse or common-law partner for the base taxation year.

No benefit if base income exceeds limits

5 No benefit is payable to a person if his or her base income

- (a) is greater than \$20,435, if the person has three or fewer dependants;

Admissibilité

3(1) Sous réserve du paragraphe (2), sont admissibles à une prestation les personnes qui :

- a) résident au Manitoba;
- b) ont une ou plusieurs personnes à charge de moins de 18 ans;
- c) reçoivent la prestation fiscale canadienne pour enfants visée à la *Loi de l'impôt sur le revenu* (Canada) à l'égard de ces personnes à charge.

Inadmissibilité

3(2) Ne sont pas admissibles à une prestation les personnes :

- a) qui sont membres d'une Première nation et qui résident dans une réserve;
- b) qui reçoivent de l'aide sociale du gouvernement du Canada ou d'une Première nation, à l'exception d'une allocation ou d'une aide accordée à l'égard de services de soins de santé;
- c) qui reçoivent de l'aide au revenu ou de l'aide générale en vertu de la *Loi sur l'aide à l'emploi et au revenu*, à l'exception d'une allocation ou d'une aide accordée, sous le régime de cette loi, à l'égard de services de soins de santé.

PRESTATIONS

Calcul du revenu de base

4 Le revenu de base de la personne qui présente une demande de prestations est calculé à l'aide de son revenu modifié pour l'année de base et, le cas échéant, du revenu modifié de son conjoint ou conjoint de fait pour cette année.

Revenu de base excédant le plafond

5 Aucune prestation ne peut être versée à une personne lorsque son revenu de base :

- a) est supérieur à 20 435 \$ et qu'elle a au plus trois personnes à charge;

(b) is greater than \$22,242, if the person has four dependants;

(c) is greater than \$24,052, if the person has five dependants;

(d) is greater than \$25,864, if the person has six dependants; or

(e) is greater than amounts determined by the minister, if the person has seven or more dependants.

b) est supérieur à 22 242 \$ et qu'elle a quatre personnes à charge;

c) est supérieur à 24 052 \$ et qu'elle a cinq personnes à charge;

d) est supérieur à 25 864 \$ et qu'elle a six personnes à charge;

e) est supérieur aux montants que détermine le ministre et qu'elle a au moins sept personnes à charge.

Maximum benefit payable

6(1) A person with a base income of \$15,000 or less is to receive the maximum monthly benefit payable of \$35 for each dependant.

Prestation maximale

6(1) Toute personne dont le revenu de base est d'au plus 15 000 \$ reçoit la prestation mensuelle maximale de 35 \$ pour chaque personne à charge.

Calculation of partial benefits

6(2) If a person's base income is greater than \$15,000, the total monthly benefit payable to the person is to be calculated using the following formula:

Calcul des prestations partielles

6(2) La prestation mensuelle totale qui est payable à la personne dont le revenu de base est supérieur à 15 000 \$ est calculée selon la formule suivante :

$$\text{TMB} = \frac{(\text{D} \times \$420) - (\text{A} \times \text{B})}{12}$$

$$\text{TMB} = \frac{(\text{D} \times 420 \$) - (\text{A} \times \text{B})}{12}$$

In this formula,

Dans la présente formule :

TMB is the total monthly benefit payable to the person;

TMB représente la prestation mensuelle totale payable à la personne;

D is the number of dependants of the person;

D représente le nombre de personnes à charge de la personne;

A is the person's base income less \$15,000

A représente le revenu de base de la personne, moins 15 000 \$;

B is

B représente :

(a) 7.73% if the person has one dependant,

a) 7,73 %, si la personne a une personne à charge;

(b) 15.46% if the person has two dependants, or

b) 15,46 %, si elle a deux personnes à charge;

(c) 23.18% if the person has three or more dependants.

c) 23,18 %, si elle a au moins trois personnes à charge.

Small amounts not payable

6(3) No benefit is payable to a person if the monthly benefit calculated under subsection (2) is less than \$2.

Montants peu élevés

6(3) Aucune prestation n'est payable si la prestation mensuelle calculée conformément au paragraphe (2) est inférieure à 2 \$.

Lump sum payments

6(4) If the monthly benefit calculated under subsection (2) is between \$2 and \$10, the department may pay those benefits out in one or more lump sum payments at intervals determined by the department.

Retroactive payments

7 Benefits may be approved and payments may be made retroactively, but no retroactive payments may be made in respect of any period before the start of a benefit year.

RECALCULATION AND TERMINATION OF BENEFITS

Notice of changes

8 A person receiving benefits must notify the department about any changes that might affect the person's eligibility to receive benefits or the amount of benefit payable, no later than 30 days after the change occurs.

Recalculation of benefits

9(1) The department may recalculate the benefit payable to a person when it discovers that there has been a change in circumstances that affects the amount of benefit payable to the person.

When recalculation takes effect

9(2) Any change in the amount of benefit payable arising out of a recalculation by the department takes effect in the month after the change in circumstances occurred.

When entitlement to benefits ends

10(1) A person is not entitled to receive a benefit if he or she no longer meets the eligibility requirements set out in section 3.

When payments terminate

10(2) A person is entitled to receive a benefit for the month in which he or she failed to meet the eligibility requirements set out in section 3.

Paiements forfaitaires

6(4) Si la prestation mensuelle calculée conformément au paragraphe (2) se situe entre 2 \$ et 10 \$, le ministère peut effectuer les versements au moyen d'un ou de plusieurs paiements forfaitaires aux intervalles qu'il fixe.

Paiements rétroactifs

7 Les prestations peuvent être approuvées et les paiements effectués de façon rétroactive. Aucun paiement rétroactif ne peut toutefois être versé à l'égard d'une période antérieure au début d'une année de prestations.

NOUVEAU CALCUL ET CESSATION DES PRESTATIONS

Changements

8 La personne qui reçoit des prestations avise le ministère de tout changement qui pourrait avoir une incidence sur son admissibilité aux prestations ou sur leur montant dans les 30 jours suivant le changement.

Nouveau calcul des prestations

9(1) Le ministère peut effectuer un nouveau calcul de la prestation de la personne s'il découvre que s'est produit un changement de situation ayant une incidence sur le montant des prestations qui lui sont versées.

Prise d'effet du changement découlant du nouveau calcul

9(2) Tout changement concernant le montant de la prestation et découlant du nouveau calcul prend effet au cours du mois suivant le moment où la situation de la personne a changé.

Fin de l'admissibilité aux prestations

10(1) Une personne n'a pas le droit de recevoir des prestations si elle ne remplit plus les conditions d'admissibilité mentionnées à l'article 3.

Moment où les versements cessent

10(2) Une personne a le droit de recevoir des prestations à l'égard du mois au cours duquel elle a omis de satisfaire aux conditions d'admissibilité mentionnées à l'article 3.

MISCELLANEOUS PROVISIONS

Notice of decision

11 The department must provide written notice of the following decisions to a person:

- (a) the denial of the person's application for a benefit;
- (b) the calculation or recalculation of the benefit payable to the person;
- (c) the decision to terminate the payment of a benefit to the person.

Ongoing obligation to provide information

12 A person receiving a benefit must provide any additional information or documentation that the department requests at any time in order to determine if the person continues to be eligible to receive a benefit.

Recovery of payments

13(1) Where a benefit or any part of a benefit would not have been paid to a person except for

- (a) a false statement or misrepresentation made by the person; or
- (b) the failure of the person to disclose information that is relevant to determining eligibility or the calculation of benefits;

the department may recover the amount of the benefit that the person was not entitled to receive as a debt due and owing to it.

Reduction of benefits

13(2) When a person becomes indebted to the department under subsection (1) and is receiving a benefit, the department may authorize the deduction of an amount from the benefits paid to the person until the indebtedness is discharged.

Transitional — no requirement to apply for benefit

14(1) A person who was receiving benefits under the *Child Related Income Support Program Regulation* as of January 1, 2008 is to receive benefits under this regulation without being required to apply for benefits under section 2.

DISPOSITIONS DIVERSES

Avis

11 Le ministère remet à la personne concernée un avis écrit :

- a) du rejet de sa demande de prestations;
- b) de tout calcul de la prestation à laquelle elle a droit;
- c) de la décision de mettre fin au versement des prestations.

Obligation continue

12 La personne qui reçoit des prestations fournit les renseignements ou les documents supplémentaires que le ministère peut, en tout temps, lui demander afin de déterminer si elle demeure admissible à une prestation.

Recouvrement des versements

13(1) Le ministère peut recouvrer auprès d'une personne toute partie d'une prestation qui ne lui aurait pas été versée si elle n'avait pas fait une déclaration fautive ou trompeuse ou n'avait pas omis de communiquer des renseignements permettant de déterminer son admissibilité ou de calculer les prestations. Le montant à recouvrer constitue une créance du ministère.

Réduction des prestations

13(2) Le ministère peut autoriser la retenue d'une somme sur les prestations que reçoit une personne ayant une dette envers lui en vertu du paragraphe (1) jusqu'à ce que la dette soit acquittée.

Disposition transitoire — demande de prestations non nécessaire

14(1) Les personnes qui, au 1^{er} janvier 2008, recevaient des prestations sous le régime du *Règlement sur le Programme de revenu supplémentaire des parents* reçoivent des prestations en vertu du présent règlement sans avoir à en faire la demande en vertu de l'article 2.

Transitional — no reduction in benefits

14(2) If the benefit payable to a person under this regulation is less than the benefits the person was receiving under the *Child Related Income Support Program Regulation*, that person is to receive benefits at the higher rate that would have been payable under the *Child Related Income Support Program Regulation* until June 30, 2008.

Repeal

15 The *Child Related Income Support Program Regulation*, Manitoba Regulation 405/88 R, is repealed.

Effective date

16 Benefits under this regulation are effective January 1, 2008.

Disposition transitoire — absence de réduction des prestations

14(2) Si la prestation qui leur est payable en vertu du présent règlement est inférieure aux prestations qu'elles recevaient sous le régime du *Règlement sur le Programme de revenu supplémentaire des parents*, les personnes reçoivent, jusqu'au 30 juin 2008, les prestations au taux supérieur qui auraient été payables en vertu de ce règlement.

Abrogation

15 Le *Règlement sur le Programme de revenu supplémentaire des parents*, R.M. 405/88 R, est abrogé.

Date de prise d'effet des prestations

16 Les prestations visées au présent règlement prennent effet le 1^{er} janvier 2008.